

10

Après-guerre en Tchétchénie

Les *spoilers* à l'assaut de l'État tchétchène en formation (1996-1999)

Aude MERLIN

« Après la guerre, le pire, ce ne sont pas les destructions, ce ne sont pas même les morts et les blessés... ce sont les anciens combattants. »

Oussam, jeune Tchétchène, Nazran, mars 2000

« Nous leur avons donné leur chance, on les a laissés prendre leur indépendance et regardez ce qu'ils en ont fait : partout, c'est le chaos, les prises d'otages, la criminalité ; en un mot, l'"afghanisation" de la Tchétchénie. » Ce type de discours, omniprésent à l'automne 1999 dans les discours russes de soutien à la relance de la guerre en Tchétchénie, mêlait dépit, sensation d'avoir été abusés, et, également, mépris des Tchétchènes perçus, dans une approche culturaliste, comme un « peuple de sauvages » (« *dikij narod* »), qui serait ontologiquement inapte à la paix et à l'ordre social. Les stéréotypes fusaient : « ils ont la guerre dans le sang », « c'est comme ça depuis toujours », etc. Ces jugements à l'emporte-pièce, largement alimentés par les médias russes et réactivant des stéréotypes

tenaces¹, en particulier à partir de la reprise de la guerre en 1999, font peu de cas des problèmes génériques typiques des transitions de la guerre à la paix.

Toute une littérature scientifique s'est développée sur la question des sorties de conflit, étayée par de nombreux cas d'études, en particulier de conflits ayant éclaté pendant la guerre froide ou après. Mais la Tchétchénie fait souvent l'objet d'un traitement à part, l'accent y étant davantage mis sur les périodes de guerre ouverte (1994-1996 ; 1999-...²) et les enjeux des deux conflits en tant que tels³. L'objectif de cette contribution est donc de revisiter la période de l'entre-deux-guerres (1996-1999) en analysant les causes de la non-réintégration des anciens combattants dans le tissu social tchétchène, qui a rapidement mis à mal le projet de construction d'un État tchétchène indépendant. Cette période constitue en effet un laboratoire particulièrement riche et intéressant incluant : défaillance d'un État naissant et fragile (la république de Tchétchénie-Itchkérie⁴) ; destruction totale du pays ; glorification de l'ancien combattant perçu comme « défenseur de la patrie » et donc figure légitimante de l'État en construction, le tout conjugué à l'ambiguïté de l'État anciennement tutélaire, la Russie.

1. Voir en particulier J. Russell, « Mujahedeen, Mafia, Madmen : Russian perceptions of Chechens during the wars in Chechnya, 1994-1996 and 1999-2001 », in R. Fawn et S. White (eds), *Russia after Communism*, Londres, Routledge, 2002, pp. 73-93. Nous tenons à remercier Nathalie Duclos et le referee anonyme pour leurs conseils, leur patience, et leurs remarques stimulantes.

2. La difficulté à dater la fin de la deuxième guerre, malgré l'annonce officielle de la fin de l'opération antiterroriste proclamée par le président russe D. Medvedev le 16 avril 2009, pose un problème épistémologique de taille. En effet, si les mutations sont profondes en Tchétchénie depuis la reprise de la guerre en 1999 et si la reconstruction est réelle et induit de nombreux changements sur place, aucune négociation entre les parties belligérantes n'a eu lieu et le contentieux politique et historique en grande partie à l'origine de la première guerre est aujourd'hui nié.

3. Voir A. Le Huérou, A. Merlin, A. Regamey et S. Serrano, *Tchétchénie, une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre*, Paris, Autrement, 2005, et la bibliographie qui y est proposée.

4. Le nom d'Itchkérie utilisé pour définir la Tchétchénie indépendantiste a gardé cette connotation.

Les circonstances politiques et militaires, qui s'inscrivent dans un contexte polyphonique où jouent à la fois l'effondrement de l'Union soviétique en tant qu'État et les conséquences du conflit armé comme facteur de destruction de pans entiers de l'ordre social⁵, ont un impact décisif sur la façon dont « se négocie » l'entre-deux-guerres. En effet, alors que c'est Aslan Maskhadov, ancien colonel soviétique de l'Armée rouge promu « chef d'état-major des forces armées de Tchétchénie – Itchkérie⁶ » –, qui remporte officiellement la victoire militaire à l'été 1996 contre les troupes russes, celui-ci peine à imposer son pouvoir politique dans la Tchétchénie de l'après-guerre. Bien qu'élus président de Tchétchénie en janvier 1997 sous les auspices de l'OSCE, il se voit très vite débordé par des anciens combattants dont les revendications et les griefs se font de plus en plus saillants, et dont les agendas politiques coïncident parfois avec ceux d'une partie des élites moscovites, ce qui rend particulièrement aisée la fragilisation du projet d'État tchétchène. Le « droit de la force » a alors raison de la tentative d'imposer la « force du droit » et du pari consistant à poser la

5. On verra ici que l'« ordre social » qui préexistait à la première guerre est déjà très fragile, dans le contexte de la proclamation d'indépendance tchétchène en 1991 et de l'effondrement de l'URSS donnant naissance à la nouvelle Russie indépendante. En outre, en amont de l'effondrement de l'Union soviétique, l'ordonnancement de la société en Tchétchéno-Ingouchie était déjà très particulier, fortement marqué par la dimension coloniale dans une marche de l'Empire où la soviétisation n'a jamais été totalement acceptée. L'histoire des relations russo-tchétchènes y compris récentes ne peut en effet être appréhendée sans prise en compte de l'héritage colonial, et en particulier de la brutalité de la conquête au XIX^e siècle par l'armée russe, qui y a rencontré une résistance vigoureuse, et du passif de la déportation de l'ensemble du peuple tchétchène en Asie centrale en 1944. Voir M. Vatchagaev, *L'aigle et le loup. La Tchétchénie dans la guerre du Caucase au XIX^e siècle*, Paris, Buchet Chastel, 2008, et, sur la déportation, A. Nekritch, *Les peuples punis*, Paris, Maspero, 1982 (en particulier « La situation dans le Caucase du Nord et la politique d'occupation allemande », pp. 38-65) ; J.-J. Marie, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Paris, Éditions Complexe, coll. « Questions au XX^e siècle », 1995, et J. Otto Pohl, *Ethnic Cleansing in the USSR, 1937-1944*, Westport, Greenwood Press, 1999.

6. A. Malasenko et D. Trenin, *Vremâ Ūga, Rossiâ v Čečne, Čečnâ v Rossii* (« Le temps du Sud, la Russie en Tchétchénie, la Tchétchénie en Russie »), Moscou, Gendal'f, 2002.

politique comme continuation de la guerre par des moyens pacifiques. C'est donc à l'analyse du contexte spécifique de la Tchétchénie d'entre-deux-guerres et à la tension entre tentative de construction d'un État dans un contexte de sortie de conflit, d'une part, et réintégration échouée des anciens combattants devenus *spoilers*, d'autre part, que tente de se livrer cette contribution. Les modalités de sortie de la première guerre, contenant de lourdes ambiguïtés, jouent un rôle déterminant dans ce processus.

Une sortie de guerre ambiguë

Fin juillet 1995, un premier cessez-le-feu avait été obtenu, qui avait déjà pour vocation de mettre fin au conflit⁷. De façon générale, les efforts de négociations et la recherche d'une solution au conflit ont été réels, en particulier à partir de l'installation d'une mission de l'OSCE en Tchétchénie au printemps 1995, contribuant à asseoir les belligérants autour d'une table. Parmi les clauses du cessez-le-feu de juillet 1995 figurait notamment le désarmement des combattants tchéchénes (*boeviki*). Des brigades conjointes russo-tchéchénes étaient également prévues dans un premier temps. Mais, très vite, le cessez-le-feu avait été rompu et la guerre était repartie de plus belle.

7. Cet accord prévoyait la cessation des combats, la libération des personnes détenues par la force, le désarmement des forces tchéchénes, le retrait progressif de l'armée russe et la cessation des actes terroristes et de diversion. Voir S. Knezys et R. Sedlickas, *The War in Chechnya*, Texas A&M University Press, College Station, 1999, pp. 196-197. L'accord s'inscrivait dans le sillage de négociations amorcées après la prise d'otages d'un hôpital à Boudionnovsk en juin 1995 par un groupe de combattants dirigés par Bassaev. Le Premier ministre russe de l'époque, V. Tchernomyrdine, avait alors négocié avec Bassaev pour mettre un terme à la prise d'otages, et, par la suite, plusieurs textes de cessez-le-feu ont été signés, dont un premier le 21 juin 1995. Voir aussi I. Astigarraga, *Tchéchénie, Un peuple sacrifié*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 285-287.

Un an après, le 31 août 1996, l'accord de cessez-le-feu de Khassav-Iourt est signé. Cette fois, la fin du conflit s'inscrit dans un agenda politique russe soigneusement orchestré à l'approche des élections présidentielles de juin-juillet 1996. Dans un contexte de grande impopularité⁸ de la guerre dans la société russe, et de la volonté en particulier des hommes d'affaires et proches de B. Eltsine de faire réélire ce dernier contre le candidat communiste G. Ziouganov, des négociations étaient déjà amorcées depuis plusieurs mois. En mai et juin 1996 avaient eu lieu plusieurs rencontres bilatérales, notamment à Moscou, avec une délégation composée entre autres de Z. Iandarbiev, président tchétchène par intérim succédant au président indépendantiste tchétchène D. Doudaev assassiné pendant la guerre en avril 1996, et à Nazran, où fut signé un accord le 10 juin en présence de Tim Guldumann, représentant spécial de l'OSCE et acteur important du suivi des négociations.

L'accord de Khassav-Iourt fait donc partie de l'agenda politique des forces de soutien à Eltsine. Sa signature suscite d'emblée les contestations de la part de différents segments de la gent combattante, russe comme tchétchène. Perçu par la plupart des militaires russes engagés sur le terrain comme le vol d'une victoire imminente – Eltsine a d'ailleurs félicité en mai 1996 les militaires pour... leur victoire ! –, cet accord fait également l'objet de critiques de plus en plus vigoureuses de la part d'anciens chefs de guerre tchétchènes qui contestent la façon dont Maskhadov tente de maintenir des liens avec Moscou, manquant par là, de leur point de vue, de radicalité et d'intransigeance dans ses négociations avec la Russie.

Khassav-Iourt, ou l'inacceptable compromis

Dans sa déclaration conjointe, l'accord du 31 août 1996 stipule que le recours à la violence pour traiter des différends politiques entre les parties au conflit est banni car inacceptable

8. A. Le Huérou, « L'opinion russe face à la guerre en Tchétchénie », in P. Hassner et R. Marchal (dir.), *Guerre et société : État et violence après la guerre froide*, Paris Karthala, 2003, pp. 165-191.

et que, sur la base notamment des principes universellement reconnus du droit des peuples à l'autodétermination et de l'égalité en droits, les parties, mues par l'intention de défendre inconditionnellement les droits et libertés des citoyens – indépendamment, notamment, de leurs origine nationale et appartenance religieuse –, élaborent des principes visant à fonder les relations futures de la Fédération de Russie et de la république de Tchétchénie, sur lesquelles les négociations ultérieures devront se baser. Première faille lourde de conséquences, la question de la nature des relations russo-tchétchènes – façon pudique de parler du statut de la Tchétchénie – fait l'objet d'un point stipulant qu'un accord sur les termes des relations entre la Fédération de Russie et la république de Tchétchénie doit être conclu au plus tard avant le 31 décembre 2001. Si l'on peut, dans une certaine mesure, établir un parallèle avec les accords de Matignon, conclus en juin 1988 pour mettre fin au conflit de Nouvelle-Calédonie, qui prévoyaient la tenue d'un référendum d'autodétermination dans un délai de dix ans, force est de constater que le flou domine dans l'accord de Khassav-Iourt. Le mot « statut » de la Tchétchénie n'y est pas employé, et il n'y est pas non plus question de référendum. Tout cela ne contribue pas à clarifier le cadre dans lequel les anciens combattants tchétchènes devront se réintégrer.

Dans le volet pratique de l'accord, il est précisé que doit être formée avant le 1^{er} octobre 1996 une commission conjointe, composée de représentants des organes du pouvoir d'État de Fédération de Russie et de république de Tchétchénie, dont les missions seront de vérifier l'évacuation du territoire tchétchène par les forces russes. Le désarmement des combattants tchétchènes⁹ n'est donc pas évoqué, contrairement au texte de cessez-le-feu du 31 juillet 1995, mais le texte d'août 1996 stipule que la commission devra mettre en œuvre des mesures visant à combattre la criminalité, le terrorisme et à empêcher toute manifestation de conflit à caractère ethnique ou religieux. En outre, elle devra également impulser un programme de

9. C'est d'autant plus intéressant que la signature, le 10 juin 1996, d'un protocole de cessez-le-feu à Nazran prévoyait le désarmement des combattants tchétchènes pour le 7 août 1996.

reconstruction économique de la Tchétchénie et contrôler les activités des organes du pouvoir d'État dans le domaine de l'aide alimentaire et médicale.

La référence à la criminalité et au terrorisme fait directement écho aux problèmes inhérents tant à la sortie de guerre et à la façon dont celle-ci s'est déroulée – la mention du terrorisme ne peut pas ne pas rappeler la prise d'otages de Boudionnovsk de juin 1995 dirigée par Bassaev – qu'au fonctionnement de la société tchétchène durant la période d'avant-guerre, où la criminalité était à un niveau élevé, et à la difficulté du retour à une hypothétique « harmonie sociale antérieure », pour reprendre l'expression de Sandrine Lefranc¹⁰.

Dans les faits, le retrait des troupes russes s'amorce effectivement le 23 novembre 1996 et s'achève le 5 janvier 1997, tandis que des élections parlementaires et présidentielles tchétchènes sont fixées au 27 janvier 1997.

Comme tout accord de cessez-le-feu, celui de Khassav-Iourt constitue un compromis, compromis qui suscite la colère et/ou l'humiliation des factions les plus radicales, que ce soit côté russe ou côté tchétchène. L'envoi par B. Eltsine de son émissaire le général A. Lebed pour négocier avec A. Maskhadov s'est fait contre l'avis des principaux généraux russes impliqués dans la guerre¹¹, tandis que, de leur côté, nombreux sont les combattants tchétchènes qui y ont vu la fin des bénéfices que leur garantissait l'état de guerre. En effet, la guerre a permis à plusieurs chefs de groupes de combattants de se constituer divers capitaux – économique, symbolique ou politique –, dans un contexte où, de plus, la guérilla offrait une autonomie d'autant plus grande qu'elle était conjuguée à l'absence d'État tchétchène dans l'histoire et donc de tradition d'autorité centralisée.

10. S. Lefranc (dir.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard éditeur, 2006, p. 13.

11. Nombreuses sont en effet les interventions de militaires russes qui y voient une trahison, *a fortiori* après que B. Eltsine a félicité l'armée russe pour sa victoire en Tchétchénie ! Voir par exemple, encore onze ans après, la façon dont certains membres de la hiérarchie militaire continuent de considérer cet accord : « Hasav-ûrt : k godovsine predatel'stva », (Khassav-Iourt : l'anniversaire d'une trahison », *Zvezda.ru*, 28 août 2007, <http://www.zvezda.ru/politics/2007/08/28/hasavyurt.htm>.

Sous la « victoire militaire » tchéchène, la défaite politique des indépendantistes « modérés »

Le 6 août 1996, la capitale Grozny est reprise par des milliers de combattants indépendantistes bien coordonnés, sous l'œil médusé d'une partie des militaires russes¹². Cet événement est porteur d'une très grande symbolique, qui va émailler la narration collective de l'indépendance arrachée à la Russie, dans un combat de David contre Goliath. Cette reprise de Grozny marque la relégitimation du projet d'indépendance mis à mal par l'expérience Doudaev (1991-1994). Le déséquilibre en termes de rapport de forces – on compte environ 15 000 combattants tchéchènes dans l'« armée d'Itchkérie¹³ », pour plus de 100 000 militaires fédéraux¹⁴ sur le territoire de la Tchétchénie – ne fait qu'amplifier la perception de l'événement : la geste héroïque d'un petit peuple en armes contre un Empire signe l'acte de naissance du jeune État. On a bien souvent oublié une étrange coïncidence : le protocole de cessez-le-feu signé à Nazran le 10 juin 1996 prévoyait le désarmement des combattants tchéchènes pour le... 7 août 1996, et c'est le 6 que les *boeviki* investissent la ville, ce qui vraisemblablement témoigne d'une volonté d'empêcher ce désarmement.

L'euphorie est donc grande côté tchéchène, comme la tentation d'analyser la fin de la guerre en termes de victoire

12. Cet événement, dont la préparation n'a en rien été cachée, a laissé perplexes certains observateurs. Si les civils étaient prévenus de la nécessité de quitter Grozny, comment se fait-il que les militaires russes n'aient pas été plus actifs dans la prévention de cette offensive ? On trouve une description très détaillée des événements du printemps et de l'été 1996 et de toutes les initiatives entreprises à ce moment-là pour préparer la paix dans A. Cherkasov, « Stolen victory », art. cité.

13. A. Malachenko mentionne un contingent de 15 000 combattants dans l'armée d'Itchkérie au début 1995, et de 10 à 11 000 au début 1999, ajoutant que, dans les deux cas, 30 000 combattants potentiels peuvent se lever pour la soutenir. A. Malasenko et D. Trenin, *Vremâ Ūga, Rossiâ v Čeĉne, Čeĉnâ v Rossii* (« Le temps du Sud, la Russie en Tchétchénie, la Tchétchénie en Russie »), Moscou, Gendal'f, 2002, p. 133.

14. L'appellation « les fédéraux » est fréquemment usitée par les Tchétchènes pour désigner les forces envoyées par Moscou en Tchétchénie.

trionphante¹⁵. Reprise de Grozny par les combattants tchéchènes, cessez-le-feu impliquant le retrait des troupes russes sans prévoir explicitement de désarmement tchéchène, cette clause n'étant pas reprise dans Khassav-Iourt : tout semble indiquer une victoire militaire tchéchène. Mais quelle en est la traduction politique ? Dans l'ambiguïté de la fin de la guerre se profile déjà l'affaiblissement du camp indépendantiste incarné par Maskhadov, qui se retrouvera vite pris en étau entre deux ennemis aux objectifs convergents : d'anciens chefs de guerre tchéchènes, d'une part, et une partie du pouvoir politique et militaire russe, d'autre part. La victoire militaire cache mal la défaite politique qui s'annonce pour le camp modéré tchéchène.

Éclatement du camp indépendantiste et discrédit du projet maskhadovien

Celui-là même qui conduisait la résistance armée et incarnait la victoire fêtée en grande pompe à l'automne 1996¹⁶ va se trouver rapidement en situation de faiblesse sur le front intérieur comme extérieur¹⁷ : d'une part, les anciens combattants plus radicaux que Maskhadov mettent immédiatement en doute la légitimité de ce dernier et, avec lui, celle de l'État qu'il tente de mettre sur pied ; d'autre part, l'État russe ne soutient pas le Président tchéchène, y compris quand celui-ci sollicite justement son aide pour lutter contre la criminalité qui augmente dans la République, alimentant par cette demande la vision d'une dépendance toujours à l'œuvre vis-à-vis de l'ancienne tutelle coloniale, et perpétuant du coup un certain flou quant au statut de la République. Ce comportement produit un effet

15. Pour le récit de la prise de Grozny par les combattants tchéchènes le 6 août 1996, voir S. Smith, *Allah's Mountains. The Battle for Chechnya*, Londres, New York, I. B. Tauris Publishers, pp. 240 et suiv.

16. Entretiens avec Leïla Gapaeva, journaliste, Nazran, mars 2000.

17. Voir, par exemple, « Victory and defeat, january 1996 to october 1998 », in A. Lieven, *Chechnya : Tombstone of Russian Power*, New Haven, Yale University Press, 1998, pp. 137-146.

rétroactif sur les anciens combattants radicaux, qui vont encore plus contester Maskhadov¹⁸, pris alors en étau : la faiblesse de l'État maskhadovien offre un espace de choix aux *spoilers*¹⁹, qui, en retour, continuent d'empêcher cet État embryonnaire de se construire. L'interaction agit donc en cercle vicieux, portant en elle des germes de guerre civile. La conversion de la victoire militaire en défaite politique du camp modéré est aussi le produit de l'attitude russe, qu'elle émane du pouvoir politique ou du pouvoir militaire : le désaccord sur l'interprétation de Khassav-Iourt est patent.

Des visions politiques et juridiques diamétralement opposées

En outre, un désaccord fondamental subsiste quant au statut politique de la Tchétchénie. Malgré le soutien non dissimulé d'une partie de l'élite russe à la candidature de Maskhadov dans la course électorale de janvier 1997 et la reconnaissance officielle de son élection par les autorités russes²⁰, les visions officielles russe et tchétchène sont diamétralement opposées. Ainsi, alors que la reprise de Grozny en 1996, la perspective du retrait des troupes russes consigné dans l'accord et la non-participation des Tchétchènes aux élections fédérales de 1993, 1995 et 1996 sont, entre autres, invoquées par les indépendantistes pour légitimer leur victoire et la marche vers la construction d'un État indépendant, la plupart des élites russes continuent à voir la Tchétchénie comme un des 89 « sujets fédérés » de la Fédération de Russie, tels que décrits dans la Constitution russe de 1993 ; l'absence de reconnaissance internationale de la Tchétchénie indépendante²¹ ne fait que conforter leur thèse.

18. Voir ci-après.

19. Voir S. J. Stedman, « Spoiler problems in peace processes », *International Security*, 22 (2), automne 1997, pp. 5-53.

20. Egor Stroev, président du Conseil de la Fédération, envoie un message de félicitation à A. Maskhadov après son élection, tandis que le président Boris Eltsine signera avec lui l'accord de paix de mai 1997.

21. Seuls les talibans afghans reconnaissent l'indépendance tchétchène, mais d'ailleurs fort tard, puisque cette reconnaissance a lieu en 2000, après la reprise de la guerre. Notons que les autorités russes avaient fait savoir qu'elles

Cette reconnaissance par la communauté internationale fait d'ailleurs partie des préoccupations immédiates d'Aslan Maskhadov après son élection²², tandis que Moscou poursuit l'objectif inverse. L'humiliation subie par les militaires russes participe de ce refus et alimente un certain attentisme côté russe.

Humiliation militaire et attentisme politique russe

Du côté des militaires russes se développe un discours sur la « victoire volée par les politiques²³ ». Furieux que les accords de cessez-le-feu aient, selon eux, court-circuité une victoire militaire qu'ils voyaient aussi imminente que réelle, les militaires se déchaînent contre le général Lebed, perçu comme un traître. Les propos prononcés par certains militaires et politiques russes²⁴ sur la nécessité d'une vengeance annoncent d'ailleurs la possible reprise d'une guerre et, *a minima*, un abandon par les élites russes d'un quelconque soutien aux élites tchétchènes indépendantistes laïques. Lors de la signature de l'accord de Khassav-Iourt, alors que Lebed souhaitait l'organisation rapide d'un référendum pour décider du statut de la Tchétchénie, la colère des militaires l'a freiné.

rompraient leurs relations diplomatiques avec tout État qui reconnaîtrait la Tchétchénie indépendante. Voir par exemple R. Kherad, « De la nature juridique du conflit tchétchène », *Revue générale de droit international public*, janvier 2000, p. 171, et la référence à la doctrine Hallstein.

22. Sebastian Smith le cite : « Dans le sillage de sa victoire, Maskhadov déclarait que “La Tchétchénie est un État indépendant... Mais il manque une chose : que le reste du monde, la Russie comprise, reconnaisse cette indépendance” » (traduction de l'auteur), in S. Smith, *Allah's Mountains...*, *op. cit.*, p. 259.

23. Voir par exemple A. Cherkasov, « Stolen victory », in T. Lokshina, *Cecnâ. Zizn' na vojne* (« Tchétchénie. La vie dans la guerre »), Moscou, Demos, 2007, www.demos-center.ru.

24. Entretien avec Moussa Basnoukaev, 8 décembre 2008, au sujet de V. Loukine, pourtant décrit comme une personnalité d'orientation politique libérale, en particulier à l'époque. Les témoignages sur les propos tenus par l'oligarque Berezovski à cette époque font également état d'une volonté de vengeance.

Si l'on trouve face-à-face lors de la signature de l'accord des élites russes et tchéchènes désirant la paix, les fractions plus radicales se développent sur leurs extrêmes, contestant la paix ou la façon dont elle a été obtenue et les concessions faites. Tableau classique de toute fin de guerre, où les « colombes » sont fustigées par les « faucons » de part et d'autre, il n'en est pas moins un champ de mines. Un paradoxe prévaut, typique de toutes les libérations nationales acquises par la résistance armée : les anciens combattants sont autant les facteurs de la légitimation de l'indépendance tchéchène... qu'ils risquent d'en être les fossoyeurs.

Des anciens combattants dont la gloire est consubstantielle à la légitimation de l'indépendance tchéchène

Dans le récit collectif sur la fin de la guerre, c'est bien la résistance tchéchène qui légitime, avec plus de force encore que la « révolution nationale tchéchène » de 1991, l'émergence ou la réémergence d'une « étaticité » tchéchène. Les anciens combattants sont par conséquent dotés d'une *aura* particulière. La participation active de la résistance au revers militaire infligé à l'armée russe, comprenant quelques hauts faits militaires, fait l'objet d'une glorification particulière tant au sein de la société que des élites qui vont constituer la nouvelle équipe politique au pouvoir. Pour preuve également, le fait que les suffrages exprimés aux élections de 1997 fassent la part belle aux partisans d'un État tchéchène indépendant : Maskhadov, Bassaev, Iandarbiev, Oudougov, Zakaev. Même si des figures inconnues se présentent, le programme politique d'une Tchétchénie en Russie se trouve *de facto* comme exclu du débat²⁵ : les différends intratchéchènes sur ce point sont gelés, le projet d'indépendance apparaît comme consensuel. Les méthodes très brutales utilisées par les forces russes dans la conduite de la guerre en particulier à

25. Dokou Zavgaev, premier Tchétchène à avoir été placé au poste de secrétaire du Parti communiste de Tchétchéno-Ingouchie en 1989, qui avait été remis en place par Moscou fin 1995 en pleine guerre, est opportunément nommé ambassadeur de la Fédération de Russie en Tanzanie.

l'encontre des civils, l'étendue des destructions et le lourd passif historique qui préexiste à ce que le gouvernement russe appelle, de façon euphémisée, une « opération de rétablissement de l'ordre constitutionnel et de désarmement des bandes illégalement formées » amplifient la perception parmi la population, civile comme combattante, d'une nouvelle étape franchie sur le long chemin de la décolonisation.

À ce stade, les dissidences et les éléments de guerre civile potentielle se situent de façon latente alors non pas entre « pro-russes » et indépendantistes, comme ce fut le cas sous Doudaev, mais au sein même de la mouvance indépendantiste, incluant donc des anciens combattants, et en particulier d'anciens chefs de guerre. Mais, dans un premier temps, le consensus sur la légitimité d'une Tchétchénie indépendante s'accompagne d'une consolidation de l'*aura* des anciens combattants, relayée par les nouvelles institutions au pouvoir. Le champ culturel reflète la façon dont cette *aura* est inscrite dans le tissu social, tandis que les mesures visant à accompagner la mémoire de ceux tombés au combat, à soutenir leur famille, et à aider la réintégration de ceux qui sont revenus du front témoignent de la façon dont le jeune État envisage leur place dans cette société à reconstruire.

Le champ culturel, ou les anciens combattants à l'honneur

Défilés de chars arrachés comme trophées, tirs en l'air pour fêter la victoire, rhétorique guerrière : c'est sur fond de liesse que le pays, pourtant ravagé par la guerre, est appelé à imaginer son vivre ensemble. Si les symboles mis en place dans la Tchétchénie maskhadovienne s'inscrivent en grande partie dans la continuité des symboles de la période doudaévienne, la place des « anciens combattants » est évidemment une donnée nouvelle. Dans un pays où l'habitus guerrier et la résistance armée occupent une place importante dans la narration identitaire, ceux qui ont pris les armes pour résister à un pays incomparablement plus grand et incarnant la tutelle coloniale depuis deux siècles sont à l'honneur. Un mur est ainsi élevé à Grozny non loin du mémorial à la déportation de 1944 érigé en son temps par Doudaev. Trois mille noms de combattants morts

au front y sont inscrits en lettres dorées. Cette symbolique se nourrit en grande partie de la symbolique martyre de la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle des milliers de Tchétchènes avaient combattu contre l'envahisseur nazi, mais se recentre cette fois sur le prix du sang versé pour obtenir la liberté. Maskhadov lui-même étant chef de guerre, la symbolique du combattant-martyr n'en est que renforcée et l'on passe d'un patriotisme « emboîté », où identité tchétchène et appartenance soviétique pouvaient dans des moments comme ceux de la Deuxième Guerre mondiale se combiner, à un patriotisme de libération nationale.

Dans le domaine culturel, des livres en hommage aux combattants sont publiés, des pièces de théâtre sont créées. Sous l'égide de la ministre de la Culture Tamara Mazaeva paraît un livre intitulé *Glazotan bIakhoï* (« Les combattants du djihad » en tchétchène), comprenant les photos des *boeviki* tués au combat. Entre autres nombreux visages, on y trouve ceux de deux neveux de Doudaev tués au combat. Aslan Maskhadov publie quant à lui un livre intitulé *L'honneur est plus cher que la vie*, contenant également des photos de commandants et de *boeviki*. Au théâtre, une pièce-symbole incarne particulièrement bien l'état d'esprit de la période : *Makhkana sovbovlla kIentii* (« Les héros inutiles »), écrite par Makhmal Sabdulaev. Mettant en scène un dialogue entre des indépendantistes et des Tchétchènes anti-doudaeviens qui craignent le prix à payer de la déclaration d'indépendance (la pièce commence à la veille de la première guerre), elle est *in fine* un hommage appuyé aux défenseurs de la patrie et à leur courage. La première de cette pièce a lieu un an après le cessez-le-feu de Khassav-Iourt, le 6 septembre 1997 – jour anniversaire de l'indépendance proclamée en 1991 –, dans la petite salle du Grand Théâtre de Grozny. L'affluence est très importante et la quasi-totalité des représentants du pouvoir y assiste. Ce spectacle ne désemplira pas de toute la période de l'entre-deux-guerres²⁶, donnant lieu en outre à d'autres mises en scène. Le spectacle *Cheikh Mansour*, de Mimoat Soltsaev, est également mis en scène, hommage à la

26. Entretien avec Zoura Radoueva, comédienne tchétchène réfugiée en Belgique, 9 mai 2009.

résistance de la fin du XVIII^e siècle organisée sous la bannière du soufisme par un berger tchéchène, Mansour²⁷, lors de la première tentative de colonisation par l'armée tsariste. Les chansons d'Imam Alimsoultanov, chanteur tchéchène qui accompagnait de ses œuvres le moral des combattants, continuent à faire l'objet d'une grande écoute : en somme, l'art et la symbolique collective rendent gloire aux combattants, qui suscitent dans l'ensemble admiration et gratitude, contrairement à l'image qu'une grande partie d'entre eux renverront lors de la deuxième guerre.

Sur fond de ce soutien culturel officiel réaffirmé, le nouvel État tchéchène tente de mettre en œuvre des mesures de soutien matériel et financier aux anciens combattants et à leurs familles.

Un soutien matériel, moral et financier du jeune État tchéchène aux anciens combattants

Les initiatives prises par l'État tchéchène à l'égard des anciens combattants et de leur famille s'inscrivent dans la même veine que la production artistique décrite plus haut. Une commission d'État aux « Participants au mouvement de résistance » est créée. Les vétérans reçoivent un insigne portant les initiales de l'expression « Participants au mouvement de résistance », et, dotés du titre de *chahids* (combattants du *jihad*), ils se voient attribuer des postes élevés, de meilleures conditions de vie que la moyenne des habitants et ont accès à certains « privilèges ». La commission, dotée d'antennes régionales, procède à l'enregistrement de 1 347 personnes²⁸ et statue sur quatre catégories de personnes : les anciens combattants proprement dits ; ceux qui ont apporté de l'aide, du soutien matériel ou moral à la résistance ; les proches des soldats tombés au front ; les organisateurs

27. Sur Mansour et la résistance à la première tentative de colonisation armée, voir en français M. Vatchagaev, *L'aigle et le loup...*, *op. cit.* Lors de la proclamation d'indépendance en 1991, la place centrale de Grozny a été rebaptisée place Cheikh Mansour.

28. Voir V. A. Tishkov, *Chechnya : Life in a War-Torn Society*, Berkeley, University of California Press, 2004, p. 192.

et participants aux rassemblements. Les membres des trois premières catégories reçoivent une carte spéciale, les derniers un certificat. La gratuité dans les transports en commun, une aide matérielle aux anciens combattants sans emploi font partie des avantages accordés, en plus des facilités d'accès aux études, avec admission sans examen d'entrée pour certaines filières, afin de ne pas pénaliser ceux qui ont vu leurs études largement amputées du fait de la participation aux combats. Un quota de 10 % de places à l'Université, avec dispense d'examen d'entrée, est accordé aux vétérans et membres actifs de la résistance, et un autre de 5 % aux orphelins²⁹. Les orphelins de guerre, enfants de combattants tombés au front font l'objet d'un décret édicté par Maskhadov qui leur donne également un accès prioritaire aux études secondaires ainsi que, théoriquement, à l'emploi³⁰.

Ces initiatives essentiellement symboliques ne constituent pas les seules démarches effectuées pour résoudre la question de la réintégration. Si l'on ne peut parler de processus de DDR (démobilisation, désarmement, réintégration) au sens strict, une partie des projets institutionnels consiste à intégrer les anciens combattants dans les structures de force officielles de l'État tchétchène. Loin de permettre la genèse d'un monopole de la coercition, cette entreprise va révéler le morcellement des groupes armés, la prégnance des pratiques qui s'étaient développées pendant la guerre, et la persistance de tensions et de luttes intestines déjà très actives sous Doudaev. La disjonction va alors croissant entre un État toujours plus faible et des *spoilers* toujours plus puissants.

Faiblesse de l'État, force des *spoilers*

Si la victoire militaire légitime le projet de Tchétchénie indépendante et en signe l'acte de naissance, elle porte égale-

29. *Ibid.*

30. Entretien avec Maïrbek Vatchagaev, historien tchétchène et ancien porte-parole de Maskhadov, 1^{er} février 2009, Paris.

ment en elle tous les ingrédients de la faillite de cet État, dès lors que la violence, légitimée durant le conflit tant qu'elle obéissait à un objectif politique et militaire globalement entendu – résister à l'occupant et se battre pour l'indépendance –, ne rencontre pas, ou pas suffisamment de carcans à même de la canaliser, de la contrôler et de la convertir en rapports sociaux apaisés dans la vie civile. Ainsi, les hauts faits militaires d'un Khattab, commandant étranger d'origine tchétchène, saoudien ou jordanien selon les sources – lorsqu'il défie héroïquement une colonne de chars russes à Iarych-Mardy au printemps 1995 –, ont incontestablement marqué la résistance et par répercussion une partie de la population. Ses connexions avec Bassaev et sa capacité à faire affluer des financements étrangers vers la résistance, ainsi que l'usage de l'islam comme élément de galvanisation ont, simultanément, accentué le glissement du barycentre de la résistance d'un socle indépendantiste laïque vers une matrice islamiste et transnationale. Le cas de Khattab, héros hier utile à la résistance mais intrus indésirable dans la gestion de l'après-guerre, illustre bien l'équilibre paradoxal qui repose sur une tension entre légitimation par la force d'une part, et nécessité d'affirmation de l'autorité politique d'autre part. Le passage de violences éclatées, relevant de nombreux acteurs et « entrepreneurs de la violence », à une violence centralisée en est évidemment l'enjeu majeur. On touche là au danger que représente la transformation d'anciens combattants en *spoilers*, pour reprendre la définition proposée par S. Stedman³¹. Il s'agit donc ici d'interroger la persistance, voire la prégnance des logiques de guerre et de violence dans l'après-guerre, et de voir comment la perpétuation d'habitus guerriers entre en résonance avec la difficulté de Maskhadov et de son équipe à créer un État qui soit, pour reprendre la définition élaborée par M. Weber, à même de détenir le monopole de la violence légitime.

Comme l'écrit Stedman, les *spoilers* n'existent pas pendant la guerre, ils apparaissent lors de la contractualisation d'un

31. Voir la définition qui figure dans l'introduction générale. Voir S. J. Stedman, « Spoiler problems in peace processes », art. cité, et, du même auteur, « Negotiation and mediation in internal conflicts », in M. E. Brown (ed.), *The International Dimensions of Internal Conflict*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1996.

après-guerre qui, pour eux, signifie une perte de bénéfices. Dans ce contexte, Maskhadov se retrouvera rapidement pris en étau « entre le marteau et l'enclume ».

Un Président isolé, « entre le marteau et l'enclume »

6 septembre 1996 : la fête de l'indépendance est célébrée en grande pompe à Grozny, sur fond de ruines. La liesse populaire le dispute à un orgueil non dissimulé des combattants d'avoir vaincu la deuxième armée du monde ; les photos de l'événement montrent une euphorie générale. Quelques chars sont stationnés sur la place centrale de Grozny, récupérés avant³² ou pendant la guerre : juché dans une voiture, Maskhadov lève le bras vers la foule, sous les cris de joie. Cette euphorie cache mal la fragilité de l'indépendance tchéchène et les écueils qui parsèment le chemin de la construction d'un État. Maskhadov est déjà confronté à la nécessité de trouver des arrangements avec les différents chefs de guerre qui ont consolidé leurs fiefs pendant les combats, et n'entendent pas se soumettre à celui qui fut pourtant chef de l'armée tchéchène. Malgré son élection en janvier 1997 avec près de 60 % des voix (contre Bassaev qui n'en récolte que 23 et Iandarbiev 10), et malgré la validation de cette élection par une OSCE qui, dans ce contexte, joue partiellement le rôle de *custodian* (gardien)³³, sa vulnérabilité est déjà perceptible. Face à l'état de destruction générale de la République – une population décimée³⁴, un territoire détruit et

32. Avant même la guerre de 1994-1996, début 1992, les indépendantistes tchéchènes avaient mis la main sur quarante-deux chars, lors de l'abandon par l'armée de son matériel, comme l'a attesté la Commission Govoroukhine de la Douma russe. Voir A. Lieven, *Chechnya : Tombstone of Russian Power*, *op. cit.*, p. 65.

33. S. Stedman évoque le rôle d'acteurs internationaux comme *custodians of peace* (gardiens de la paix) : « La différence cruciale entre le succès et l'échec des *spoilers* est le rôle joué par les acteurs internationaux comme gardiens de la paix » (« The crucial difference between the success and failure of *spoilers* is the role played by international actors as *custodians of peace* »), « Spoiler problems in peace processes », art. cité, p. 6.

34. On estime la population de Tchétchénie à environ 700 000 personnes au lendemain de la guerre.

des champs minés, des infrastructures en lambeaux, un taux de chômage proche de 90 %³⁵ –, parler de réintégration des anciens combattants supposerait, en outre, l'existence d'un tissu professionnel ayant survécu à la guerre ou ayant déjà été remis sur pied. Dans la Tchétchénie d'après-guerre, cela relève, à bien des égards, de la politique-fiction. L'absence d'offre professionnelle et de reconstruction économique amplifie évidemment le gouffre entre une population désœuvrée et les bénéfices que représentent différentes formes de reproduction de la violence dans un contexte de non-droit (prises d'otages, captation de puits de pétrole notamment). *A fortiori*, un tel pari suppose des moyens et une détermination sans faille.

(Ré)intégrer les anciens combattants dans une société dévastée...
un défi impossible

La difficulté qui consiste à passer de modes de détention partielle de segments de violence dans le cadre de l'auto-organisation des groupes de combattants à l'ordre imposé par une hiérarchie militaire supposée servir le monopole de la violence légitime est patente dans le cas tchétchène. L'analyse de leur (ré)intégration suppose alors une prise en compte de leurs différents modes de fonctionnement dans le maquis, et du brouillage de la frontière entre état de guerre et état de paix, brouillage renforcé par la proximité géographique souvent grande entre lieu du combat et lieu de vie, à la différence des vétérans russes de Tchétchénie une fois rentrés « en Russie ». En outre, le degré d'addiction au conflit et à la violence, la durée plus ou moins longue passée dans le maquis coupé de la vie civile sont autant de critères qui influent sur les modalités de retour, conjugués à

35. Entretien avec l'économiste Moussa Basnoukaev, Paris, février 2002. Voir aussi Z. Altamirova, « Zizn' v poslevoennoj Cecne » (« La vie dans la Tchétchénie d'après-guerre »), in D. E. Furman (ed.), *Čečnâ i Rossiâ : obščestva i gosudarstva*, (« Tchétchénie et Russie : sociétés et États »), publication du musée Andreï-Sakharov, Moscou, 1999, pp. 308-309, et l'entretien mené par M. Perevozkina avec Aslan Maskhadov, « Vive la Tchétchénie libre ! », *Politique internationale*, printemps 1997, n° 75, p. 148.

l'*aura* du combattant évoquée plus haut. Par conséquent, les politiques mises en œuvre par le nouveau pouvoir lui-même issu de la victoire doivent composer avec cette réalité.

L'intégration et l'engagement des combattants dans des structures de force contrôlées par le nouveau pouvoir est une première piste tout indiquée, *a fortiori* dans un contexte de chômage quasi généralisé et où dominant les sentiments d'insécurité diffuse, largement alimentée par le non-désarmement des anciens combattants³⁶. L'armée tchéchène maskhadovienne est créée sous le nom de Garde nationale, et placée sous les ordres de l'ancien commandant Magomed Khanbiev, un fidèle de Maskhadov, alors nommé ministre de la Défense³⁷. Plusieurs départements spéciaux ou groupes d'hommes sont rattachés à son ministère. Ainsi lui est officiellement subordonné Magomed Khatuev, ancien combattant³⁸ qui dirige le Département des douanes et garde-frontières. Dans l'organigramme des forces de maintien de l'ordre tchéchène, le ministère de l'Intérieur rassemble également des anciens *boeviki* : Makhachev, qui en est le ministre de tutelle, a sous sa responsabilité entre 5 000 et 6 000 hommes, répartis dans les forces de police, dont un grand nombre a pris part, ponctuellement ou plus longuement, à la résistance. Une réintégration de grande

36. La façon dont se sont constituées quelques années plus tard les milices armées d'Akhmat Kadyrov, chef de l'administration provisoire mis en place par Moscou puis « président » de Tchétchénie d'octobre 2003 à mai 2004, puis celles de Ramzan Kadyrov, président à son tour depuis mars 2007, témoignent de cette équation de la circulation des hommes en armes. Au fond, la situation conjuguée du chômage de masse, de l'absence de débouchés et du sentiment diffus d'insécurité revient à l'axiome selon lequel l'issue la plus plausible pour des anciens combattants, pour des hommes jeunes en général, est de porter des armes, et donc de se recycler dans des formations armées. À partir de 2003 en particulier, on voyait bien en Tchétchénie que la seule façon d'échapper aux rafles et *zatchistki* (nettoyages) était de se faire enrôler dans les milices de Kadyrov, dites *kadyrovtsy*.

37. En mars 2004, durant la deuxième guerre, Magomed Khanbiev, toujours ministre de la Défense du gouvernement Maskhadov alors en résistance depuis 1999, se rend au pouvoir tchéchène pro-russe de Kadyrov après que plusieurs dizaines de membres de sa famille ont été rafiés.

38. Son frère, Nour-Magomed, fut proche de Bassaev et participa à la prise d'otages de Boudionnovsk.

ampleur des anciens combattants dans les structures de l'État supposerait une assise politique à même d'enrayer les logiques de fragmentation et de rivalité. Mais, au sein même du gouvernement Maskhadov – ce dernier est à la fois Président et Premier ministre –, ses soutiens sont éclatés. S'il est entouré de quelques fidèles³⁹ et peut se prévaloir du soutien de quelques clans (*teïps*⁴⁰) – le *teïp* Aleroï auquel il appartient, et le *teïp* Akhchipatoï en particulier, dont l'importance numérique est très relative –, Maskhadov sait qu'il ne contrôle pas, loin de là, l'ensemble du territoire. Ses soutiens se situent essentiellement à Grozny et dans la région de Grozny, à Avtoury, Atagui et dans certains villages du district de Vedenov.

Parallèlement, parmi les forces qui ne sont pas officiellement intégrées à l'organigramme de l'État tchétchène naissant et face auxquelles Maskhadov doit trouver un positionnement viable qui ne le fragilise pas de l'intérieur ni ne l'empêche de gouverner, on trouve deux « armées » de taille au pouvoir de nuisance non négligeable. Les chefs respectifs de ces deux armées, Radouev à la tête de l'« armée D. Doudaev » – Radouev est un neveu de Doudaev – et Bassaev, ont maintenu leurs hommes à l'extérieur des structures maskhadoviennes, malgré l'acceptation par Bassaev par deux fois des offres d'inclusion politique. Indépendamment des périodes durant lesquelles il est ministre du gouvernement maskhadovien, Bassaev conserve l'autorité sur différents « bataillons⁴¹ », dont une

39. Tourpal-Ali Atgueriev est son premier vice-Premier ministre, Kazbek Makhachev est vice-Premier ministre aux affaires intérieures, Magomed Magomedov est procureur adjoint, chef de la Brigade spéciale anti-enlèvements, Maïrbek Vatchagaev son porte-parole.

40. La société tchétchène est divisée en *teïps*, c'est-à-dire en communautés de familles élargies parmi lesquelles joue une solidarité notamment sur les questions économiques. Les mariages se font entre deux personnes de *teïps* différents, et les enfants d'un mariage appartiennent au *teïp* du père. Le *teïp* a fait l'objet d'une certaine mobilisation sur le plan politique sous Doudaev en particulier. Voir M. Vachagaev, « Chechen society today, myths and reality », *Central Asia and Caucasus*, 2 (20), 2003, pp. 14-21, et E. Sokirianskaia, « Families and clans in Ingushetia and Chechnya », *Central Asian Survey*, 24 (4), décembre 2005, pp. 453-467. Voir aussi A. Le Huérou, A. Merlin, A. Regamey et S. Serrano, *Tchétchénie, une affaire intérieure ? ...*, op. cit., 2005.

41. Le terme de bataillon est très répandu au Caucase mais ne désigne pas forcément des unités très lourdes.

partie « officielle », composée d'environ 400 hommes, est stationnée à Grozny, tandis qu'une autre, non officielle et disposant de blindés, est établie à Vedenov et dans le sud de la Tchétchénie. Radouev organise des parades dans Grozny remettant en cause le pouvoir de Maskhadov – dès la fin de la guerre, il annonce que Doudaev est encore en vie, déniait toute légitimité à Maskhadov, et organise plusieurs prises d'otages de figures politiques russes de premier plan. Bassaev, quant à lui, sera au centre d'une incursion au Daghestan en 1999. Dans ce contexte, les démarches opérées par Maskhadov en vue d'obtenir de Moscou un accord sur les relations économiques, de défense et de sécurité cristallisent la mise en cause de ce dernier par ses nouveaux adversaires. La vulnérabilité de l'État tchétchène naissant permet aux groupes concurrents de se développer, ce qui en retour ne cesse de le fragiliser encore davantage.

Fragmentation des groupes, territorialisation des fiefs,
privatisation et criminalisation des mannes financières :
une menace à la transition vers la paix

« À peine la guerre était-elle finie, qu'ils étaient déjà en train de se partager Grozny et le reste du pays : à toi tel marché et tel quartier, à moi le contrôle de tel district, etc⁴². »

La constitution de forces armées tchétchènes censées recycler les combattants ne suffit pas à enrayer la consolidation des fiefs, qui trouvent leur origine dans la façon dont la résistance a été organisée. Comme l'indique Sebastian Smith, pendant la première guerre, « le pouvoir reposait sur une douzaine de chefs, conduits par Doudaev, Maskhadov, les chefs de guerre et de renseignement. Les commandants étaient des seigneurs de la guerre, contrôlant leur région avec leur armée privée. [...] Il y avait de nombreux seigneurs de guerre de

42. Soultan Iachourkaev, écrivain tchétchène, entretien du 20 mai 2009, Bruxelles.

moindre importance, à la tête de petites unités⁴³ ». Selon Charles Blandy⁴⁴, si tant est que l'on puisse « quantifier » le degré d'autorité effective des forces politiques et militaires maskhadoviennes, au lendemain de la guerre, A. Maskhadov contrôle directement 60 % du territoire de Tchétchénie, il prétend pouvoir exercer un contrôle indirect sur 30 % du territoire, mais fait état de 10 % du territoire qui lui échapperait totalement⁴⁵. Ces évaluations sont bien sûr à prendre avec précaution, la force des opposants n'étant pas réductible à ces chiffres. Face à lui, Bassaev, Radouev et Oudougov consolident leur fief, qui se construit en partie sur les formes de solidarité infra-étatique traditionnelles : si Bassaev jouit de forts soutiens dans les villes et bourgs de Chali, Atchkhoï-Martan, Ourous-Martan dans la plaine, et de Chatoï en montagne, l'appartenance clanique cimente les formes de soutien, et les *teïps* Tsentoroï, Kourtchaloï, Gounoï, Guenderguenoï, Varandoï, Belgatoï lui sont largement acquis. Radouev quant à lui trouve des soutiens à Nojai-Iourt, Samachki, Guekhi-Tchou, et jouit d'allégeances solides dans les *teïps* Mialkhi et Orstkhoï-Tsekhoï. En outre, il peut mobiliser quelque 4 000 hommes en tant que commandant de l'armée « Doudaev », et bénéficie de l'appui de Letcha Doudaev, autre neveu de Doudaev et maire de Grozny. Guelaev quant à lui consolide également ses troupes.

Cette constellation voisine avec d'autres figures de plus en plus radicales qui s'opposent de façon systématique à la politique menée – ou envisagée – par Maskhadov, mais sans être pour autant d'anciens combattants au sens concret du terme. En tant que chefs de guerre ou idéologues de la résistance, ils ont soutenu le maquis, mais sans s'y impliquer physiquement. C'est le cas par exemple d'un Iandarbiev, poète devenu islamiste, ou d'un Oudougov, que l'on range plus aisément dans la catégorie des islamistes que des anciens combattants mais qui développe également une activité de

43. S. Smith, *Allah's Mountains...*, *op. cit.*, p. 180. Traduction personnelle.

44. C. Blandy, « Chechnya : a beleaguered president », Conflict Studies Research Centre, 1998, <http://www.ppc.pims.org/csrc/ob61.htm>.

45. Entretien avec Khadji-Mourat Ibraguimbekov, historien daghestanais, conseiller occasionnel d'Aslan Maskhadov, Moscou, 20 avril 1998.

spoiler. Oudougov consolide ses soutiens au sein du Parti de la voie islamique et dans différents quartiers d'Argoun, de Goudermes et ou encore dans quelques villages du district de Vedeno. Il a par ailleurs le soutien de Khattab au début de la période Maskhadov.

Les effectifs de ces groupes sont évolutifs dans le temps et varient d'un groupe à l'autre de quelques dizaines à, dans certains cas, quelques milliers de combattants. La diversification des sources de financement joue un rôle déterminant dans cette fragmentation. Ainsi Bassaev a-t-il capitalisé des connexions dans de nombreuses directions – de ses contacts durant la guerre d'Abkhazie de 1992-1993 à ceux qu'il a liés avec des hommes d'affaires tchéchènes de Moscou – et puise-t-il également dans des ressources accumulées pendant la période de chaos de 1991-1994, où les prédatons économiques faisaient office de redistribution des ressources. La protection qu'il assure à Khattab en termes de sécurité s'effectue en échange de flux financiers en provenance du monde arabe. Oudougov quant à lui est particulièrement connu pour ses liens avec l'homme d'affaires B. Berezovski⁴⁶, qui lui valent des financements de taille et un matériel de haute technologie avec lequel il diffuse une communication islamo-indépendantiste. D'autres aides, provenant de Fatkhi, un des premiers prédicateurs islamistes étrangers venus en Tchétchénie⁴⁷ et d'islamistes saoudiens et pakistanais, font également partie de son capital, d'après différentes sources.

46. Voir A. Le Huérou et S. Serrano, « La Tchétchénie, miroir de la société russe », *Manière de voir 55 – Atlas 2001 des conflits*, Le Monde diplomatique, janvier-février 2001 ; A. Le Huérou, A. Merlin, A. Regamey et S. Serrano, *Tchéchénie, une affaire intérieure ?...*, *op. cit.*, 2005, sur les liaisons dangereuses entre Oudougov et Berezovski

47. Tchétchéne de Jordanie, Fatkhi s'est donné pour mission de ramener la Tchétchénie sur le chemin de l'« islam vrai ». Premier à organiser un groupe de combattants islamistes (un *jamaat*) au sein de la résistance tchéchène, il a réussi à la faire essaimer en plusieurs groupes, à Ourous-Martan, Argoun, Goudermes, Makhketi. Voir M. Vatchagaev, « L'islam en Tchétchénie : sur fond d'aggravation, analyse et témoignage », in B. Balci et R. Motika, *Religion et politique dans le Caucase post-soviétique*, Paris, IFEA, Maisonneuve et Larose, 2007, p. 210.

Pratique de plus en plus fréquente dans la Tchétchénie d'entre-deux-guerres⁴⁸, les prises d'otages constituent une source considérable de revenus et alimentent la consolidation des fiefs, venant atomiser l'entourage de Maskhadov : son vice-Président, Vakha Arsanov, ancien policier de la route, est particulièrement connu pour cette activité, tout comme Arbi Baraev, dont le régiment chariatique fait partie du ministère de la Défense, ou les frères Iamadaev⁴⁹, largement réputés pour leur intense activité de rançonnage⁵⁰. Khoultygov, quant à lui, semble tirer un bénéfice de son action d'intermédiaire dans la libération des otages, dans un contexte où l'industrie des prises d'otages n'échappe pas à certains proches du Kremlin prompts à s'impliquer dans les versements de rançon, comme, en amont, dans l'organisation de certains kidnappings⁵¹. L'assassinat dans leur sommeil de six membres du CICR en décembre 1996 est sans aucun doute une des violences extrêmes qui, au-delà de l'effroi et de l'opacité quant à ses commanditaires, montre l'absence de contrôle par Maskhadov sur les agissements des groupes, malgré la création d'un service de lutte contre la criminalité.

48. La presse internationale a surtout fait état d'otages étrangers kidnappés en Tchétchénie, mais les principales victimes furent des Tchétchènes, kidnappés par centaines, voire par milliers. Toutefois, le fait que parmi les otages aient figuré d'éminentes personnalités russes a largement contribué à discréditer l'État tchétchène naissant. Parmi ces personnalités, on compte Valentin Vlassov, envoyé de B. Eltsine à Grozny, ou encore V. Chpigoun, général major du ministère russe de l'Intérieur

49. Les frères Iamadaev, les caïds de Goudermes d'une guerre à l'autre, ont opéré un revirement, passant de leur soutien à l'indépendance pendant la première guerre à une position pro-russe au début de la deuxième guerre, pour ensuite devenir les bêtes noires de Ramzan Kadyrov qui organise leur liquidation à Moscou, voire à l'étranger. Rouslan Iamadaev a été assassiné en septembre 2008 à Moscou, son frère Soulim fin mars 2009 à Dubaï.

50. Dokou Oumarov, qui deviendra leader de la résistance après la mort de A.-K. Sadoulaev, successeur lui-même de Maskhadov après l'assassinat de ce dernier en mars 2005, aurait aussi été largement impliqué dans des prises d'otages, selon M. Vatchagaev. Entretien avec M. Vatchagaev, historien tchétchène, 21 juillet 2006, Paris.

51. Le nom de B. Berezovski revient à plusieurs reprises dans les règlements de rançons. C'est le cas lors de la libération des vingt-deux membres du ministère de l'Intérieur fédéral en décembre 1996, de celle des journalistes d'NTV en août 1997, ou encore de la libération de deux otages britanniques en septembre 1998.

En outre, l'aide probable des services russes à certains chefs de guerre n'est, semble-t-il, pas en reste : Charles Fairbanks⁵² mentionne, parmi les bénéficiaires présumés de l'aide des services russes, les mêmes Arbi Baraev, Vakha Arsanov, ou encore Salman Radouev. Les frères Iamadaev, qui seront impliqués dans la rixe de Goudermes et se disent proches à l'époque de Maskhadov, ou encore le mufti A. Kadyrov, sont également mentionnés par Fairbanks comme bénéficiant d'un discret soutien des services russes.

Enfin, le commerce parallèle de pétrole garantit des revenus complémentaires à certains groupes : ce serait semble-t-il le cas de Radouev.

Diversification des ressources, atomisation des chefs et des groupes. Sans que l'objectif politique de Moscou soit explicitement de faire avorter la tentative d'indépendance tchéchène, les visées des *spoilers* tchéchènes et d'une partie des élites russes semblent parfois converger vers la déstabilisation de Maskhadov. Malgré son obsession proclamée d'empêcher l'éclatement d'une guerre civile, les agissements du Président tchéchène ne parviennent pas à en enrayer la gestation, qui s'accélère durant la première moitié de 1998.

Vers la guerre civile ?

« Un combat armé à l'intérieur de frontières d'une entité souveraine reconnue, entre partis sujets d'une autorité commune au début des hostilités⁵³. »

Telle est la définition que donne Kalyvas de la guerre civile. Juillet 1998 : le pic de violence atteint à Goudermes restera sans

52. C. H. Fairbanks, « Weak states and private armies », in M. Beissinger et C. Young (eds), *Beyond State Crisis ? Postcolonial Africa and Post-Soviet Eurasia in Comparative Perspective*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2002, pp. 138-139.

53. « *An armed combat within the boundaries of a recognized sovereign entity between parties subject to common authority at the outset of the hostilities.* » S. N. Kalyvas, *The Logic of Violence in civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 17.

doute dans l'histoire tchétchène de l'entre-deux-guerres l'épisode où la guerre civile intratchétchène est la plus tangible. Habituellement, la notion de guerre civile est employée pour qualifier, au regard du droit international, les deux conflits russo-tchétchènes. Cette fois, il s'agit de désigner le redéploiement des violences à l'intérieur même de la société tchétchène modifiée⁵⁴. Maskhadov tente alors la stratégie de l'inclusion politique par l'intégration des *spoilers*, en les nommant à des postes officiels.

Maîtriser les *spoilers* en les nommant à des postes officiels : un pari perdu d'avance ?

« Je me souviens, quelqu'un lui a dit dans la foule, lors d'un rassemblement à Grozny : Aslan, si tu t'attaques à eux, tu dois aller jusqu'au bout ! Il ne faudra pas s'arrêter au milieu du gué, sinon ce sera encore pire. Mais il avait une obsession : éviter à tout prix la guerre civile ; je dis bien à tout prix⁵⁵. »

Pour éviter la guerre civile, la stratégie mise en place par Maskhadov est celle de l'intégration de ses ennemis et rivaux dans les structures étatiques tchétchènes. C'est ainsi que Bassaev, un des ex-chefs de guerre les plus puissants, est nommé deux fois au gouvernement Maskhadov. Une première fois, en avril 1997, comme vice-Premier ministre en charge de l'industrie et donc associé à la gestion des affaires pétrolières, une deuxième fois en 1998 comme Premier ministre. Alors qu'il est sous mandat d'enquête de la Prokuratura russe pour la prise d'otages de Boudionnovsk, cette nomination est vécue à Moscou comme une provocation. Ainsi le régiment chariatique d'Arbi Baraev (chef de guerre particulièrement craint, qui sera soupçonné d'être à l'origine de la décapitation en octobre 1998 de quatre travailleurs étrangers britanniques et néo-zélandais) est-il intégré à la Garde nationale de Khanbiev. Ainsi les forces de Guelaev sont-elles un temps rattachées au ministère de

54. D'autant que Maskhadov sera la cible de plusieurs attentats.

55. Oussam Baïssaev, journaliste, entretien à Nazran, 4 mars 2000.

l'Intérieur. Oudougov est quant à lui nommé chef des négociations avec la Russie en avril 1997, ce qui laisse présager une orientation radicalement différente de celle privilégiée par Maskhadov lors du cessez-le-feu de 1996.

La tension constante entre la voie modérée et la voie radicale, la permanente tentative du Président élu d'affirmer une autorité que devrait lui conférer la force des urnes mais que remettent constamment en cause ses opposants plus armés, plus riches, défiant l'élection pour revendiquer leur « droit » à utiliser la force contre la « force du droit », conjuguées à l'absence de culture du dialogue politique *a fortiori* dans une situation de destruction économique et sociale massive, fournissent tous les éléments de l'éclatement d'une guerre civile que, précisément, Maskhadov voulait éviter à tout prix.

Le pic de Goudermes

La bataille rangée qui, à Goudermes, oppose certains des chefs islamistes, qualifiés de « wahhabites⁵⁶ », qui dirigent des camps d'entraînement, en particulier du côté d'Avtoury et de Serjen-Iourt⁵⁷, marque le pic de la crise politico-militaire qui travaille la Tchétchénie de l'entre-deux-guerres. De très violents affrontements entre lesdits wahhabites et les membres de la garde armée du commandant Soulim Iamadaev qui contrôle Goudermes, et soutient alors Maskhadov, causent la mort de plusieurs dizaines de personnes, essentiellement dans les rangs

56. Sur la discussion du terme wahhabite, voir A. Le Huérou, A. Merlin, A. Regamey et S. Serrano, *Tchétchénie, une affaire intérieure ? ...*, *op. cit.*, et A. Merlin, « Libération nationale, jihad, contrôle social et politique ? Des usages de l'islam en Tchétchénie post-soviétique », in F. Nahavandi (dir.), *Islam et politique*, à paraître chez L'Harmattan.

57. Khattab a en particulier dirigé des camps à Serjen-Iourt et Avtoury. Ces camps sont en partie tenus par des étrangers et recrutent des jeunes désœuvrés. Un entraînement militaire y est dispensé ainsi qu'un enseignement religieux. C'est dans ces camps que des jeunes sont embrigadés en vue d'aller porter de l'aide à leurs frères musulmans du Daghestan. Sur les camps d'entraînement, voir A. Malachenko et D. Trenin, *Vremâ Ūga*, *op. cit.*, 2002, et M. Vatchagaev, entretien déjà cité de 2009.

islamistes, mais pas seulement : des civils et des proches de Iamadaev sont également tués. Alors que les wahhabites reçoivent le soutien d'Arbi Baraev et de Mejidov, qui dirigent les structures militaires chariatiques (Mejidov est ministre de la Sécurité chariatique), les membres de la garde sont, quant à eux, soutenus par les habitants des villages des environs de Goudermès et par des membres respectés dans la société des confréries Naqshbandiya et Qadyriya. Le conflit idéologique et religieux qui oppose les deux factions prend la forme d'un affrontement armé, preuve que le choix de l'orientation politique et de la place du fait religieux dans le projet d'État tchétchène à construire n'est pas résolu, et que les luttes de pouvoir et d'idées se font, le cas échéant, par les armes. Maskhadov, en réaction, retire par décret leur grade de généraux⁵⁸ à Mejidov et à Baraev, décorés dans l'euphorie de la victoire de 1996, et ordonne que soient démantelées les structures chariatiques qu'ils dirigent ; les étrangers qui travaillent dans les tribunaux chariatiques sont déclarés *personae non gratae*, mais aucune expulsion massive de wahhabites n'a lieu, ceux-ci étant protégés par le vice-président Vakha Arsanov, et par Bassaev en personne. Après les affrontements de Goudermes, les wahhabites déplacent leur base près de Starye Atagui, fief de Z. Iandarbiev, à qui ils demandent de poursuivre et de mener la lutte contre le pouvoir. L'autorité de Maskhadov en sort encore plus affaiblie. L'introduction, en février 1999, du « plein régime chariatique », l'édiction d'un décret créant une Choura (Conseil islamique) présidentielle à statut consultatif, pour tenter à nouveau la stratégie de l'inclusion politique des opposants islamistes, révèlent une situation de « double pouvoir » de plus en plus bloquée : l'un, formel ; l'autre, de plus en plus réel et menaçant. La crise politique s'approfondit : le Parlement tchétchène élu en 1997 refuse de reconnaître ce décret, pendant que l'opposition islamiste met en place sa propre Choura. Le divorce est consommé et se nourrit toujours plus des connexions dont disposent les *spoilers* à l'extérieur.

58. Comme le souligne Smith, les grades pullulent dans l'armée tchétchène en particulier après la première guerre où, en guise de récompense, de nombreux anciens combattants sont décorés.

Des connexions à l'extérieur... qui fragilisent encore plus l'intérieur

Le sanctuaire que représente la Tchétchénie « indépendante » pour les islamistes daghestanais, et le réservoir qu'incarne en retour le Daghestan comme pourvoyeur de théologiens islamistes montrent de façon croisée comment s'articule un projet islamo-militarisé dans lequel d'anciens chefs de guerre tchéchènes sont directement impliqués. Ces connexions non seulement renforcent les anciens chefs de guerre tchéchènes, mais leur offrent des opportunités d'actions ultérieures.

L'armée commandée par Radouev est particulièrement impliquée dans ces connexions. Le 20 décembre 1997, elle signe avec le Djamaat islamique du Daghestan un accord d'aide mutuelle. Le même jour a lieu l'attaque d'une unité militaire russe par des hommes armés, près de Bouïnaksk. Fin 1997, une table ronde a lieu au Daghestan, dans le district de Novolakski, sous l'impulsion des Tchétchènes M. Oudougov et Z. Iandarbiev, et du Lak du Daghestan M. Khatchilaev, qui préside l'Union des musulmans de Russie, en vue de créer un Congrès des peuples d'Itchkérie et du Daghestan. Fin janvier 1998, les leaders du Djamaat islamique du Daghestan se réunissent à Goudermes, où sont consolidées les relations entre wahhabites daghestanais radicaux et anciens combattants islamistes d'Itchkérie. Cette assemblée déclare qu'elle est en état de guerre contre la direction pro-russe du Daghestan et proclame le « djihad contre les infidèles ». La Tchétchénie est proposée comme territoire-sanctuaire pour les islamistes daghestanais poursuivis : tous ceux qui craignent pour leur vie ou pour celle de leurs proches sont invités à aller s'installer en Tchétchénie, chez leurs « frères de foi, où l'on peut librement et en sécurité professer la foi monothéiste ». Fin avril 1998, le Congrès des peuples d'Itchkérie et du Daghestan se réunit sous la devise « Itchkérie et Daghestan, une famille, un avenir ! ». Font partie de ce « Congrès fondateur des peuples de Tchétchénie et du Daghestan » un mélange de *spoilers* et de membres du gouvernement, les deux qualificatifs n'étant pas incompatibles : par exemple, on y trouve Bassaev, alors Premier

ministre de Tchétchénie, Movladi Oudougov, président du Congrès « La Nation islamique », le vice-président tchéchène Vakha Arsanov, et d'autres membres du gouvernement tchéchène. Bassaev se proclame émir du Daghestan et de la Tchétchénie en mai 1998, et c'est en invoquant l'islamiste daghestanais Bagaouddine Kebetov et son appel à soutenir trois villages du Daghestan ayant proclamé la charia qu'il expliquera l'incursion de deux mille combattants tchéchènes et daghestanais au Daghestan en août 1999⁵⁹.

Daghestan d'une part, Moscou de l'autre, dans une forme d'attentisme et/ou de collusions avec les islamistes : les anciens combattants sont d'opportuns acteurs pour les uns comme pour les autres.

Absence de consensus des élites militaires au sortir de la première guerre ; non-reconversion des anciens combattants et/ou reconversion en « fauteurs de troubles » ; extrême fragilité du projet politique indépendantiste laïque. Combinée à une absence d'aide de la Russie à Maskhadov pourtant élu démocratiquement, et à la greffe islamiste alimentée par les connexions tchéchéno-daghestanaises, cette situation a conduit tout droit à l'incursion vers le Daghestan. La faillite de l'État tchéchène est patente et les initiatives prises par ce dernier n'ont plus aucun poids face à ses rivaux.

Conclusion

L'incursion de Bassaev et Khattab au Daghestan a sonné la reprise de la guerre. Cette incursion, retentissante et largement médiatisée, a accredité la thèse d'une Tchétchénie d'entre-deux-guerres totalement incontrôlable. Près de dix ans après la reprise de la guerre et le retour des combattants vers le maquis, force est de constater que la violence n'a pas été éradiquée. Malgré

59. Voir la longue interview réalisée par A. Babitski et diffusée sur la chaîne américaine ABC. Matériel fourni par A. Babitski, et entretien avec A. Babitski sur cette interview, Bruxelles, octobre 2005.

une annonce officielle le 16 avril 2009 de la fin de l'« opération anti-terroriste », nom officiel de cette deuxième guerre, le renouvellement du contingent de combattants dans le maquis se poursuit. Le discours officiel développé dans la Tchétchénie d'aujourd'hui sur les Itchkériens – partisans de la Tchétchénie indépendante – en général et les combattants en particulier est univoque : tous sont décrits comme des bandits, voyous, terroristes. Mais ces bandits, voyous, terroristes se trouvent aujourd'hui précisément en grand nombre autour de R. Kadyrov. Les méthodes utilisées pour les recruter, entre torture, « amnisties » formelles, ou offres professionnelles, montrent que c'est bien autour de questionnements sur les « économies de la violence », pour reprendre l'expression du titre de l'ouvrage de Jean Hannoyer⁶⁰, que se pose le problème de la réintégration échouée des anciens combattants et des conséquences de cet échec. La distinction entre deux types de violence, celle qui préserve l'ordre social (« violence that preserves the social order », « systematically functional violence ») et celle qui le détruit (« violence that destroys it », « dysfunctional violence »), peut ici nous aider à penser, avec le recul, les différences mais aussi les points communs des modalités de transition de la guerre à la paix dans la Tchétchénie d'après-première guerre, et dans la Tchétchénie d'après-deuxième guerre, avec toutes les précautions nécessaires pour penser un « après-deuxième guerre ».

L'alternance en « accordéon » entre périodes de guerre ouverte russo-tchéchène (1994-1996 ; 1999-2003) et périodes de tchéchénisation du conflit ou de transactions politiques intratchéchènes (1991-1994 ; 1996-1999 ; 2003-....) renvoie à une question clé : l'union sacrée se forme lorsque la menace extérieure vient cimenter une société en réalité déjà très atomisée, le temps d'une résistance à l'oppresseur. Dès lors que cette menace extérieure est supplantée par une tchéchénisation du conflit, on assiste à nouveau à l'expression des violences intratchéchènes et aux difficultés à réguler la violence. La question de l'État est donc centrale. L'État non réalisé de la période

60. J. Hannoyer (dir.), *Guerres civiles : économies de la violence, dimensions de la civilité*, Paris, Karthala, 1999.

Maskhadov, fort fragilisé dès sa naissance et assez largement obéré, ne fût-ce que par l'absence de reconnaissance par d'autres États, et par l'absence d'aide de l'État russe, n'est pas en mesure d'opérer le monopole de la contrainte légitime. Celui de R. Kadyrov, sorte d'« État dans l'État », bénéficie du soutien de Moscou y compris dans l'utilisation de la violence à des fins de consolidation de la terreur kadyroviennne. Les formes de sortie de conflit, dans un cas comme dans l'autre, font l'économie de vrais programmes de réintégration vers la vie civile. Dans les deux cas, le volume de violence reste très élevé. Ni dans l'un ni dans l'autre, on ne peut parler de réintégration et de civilianisation des anciens combattants, malgré des stratégies et des contextes très différents.

